



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 05/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EYGUEBELLE SA**

3, Chemin de la Méjeonne  
26230 Valaurie

Références : 20240701-RAP-DAEN0621  
Code AIOT : 0006107773

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement EYGUEBELLE SA implanté 3, Chemin de la Méjeonne 26230 Valaurie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une visite basée sur les suites de l'inspection de mars 2024, ainsi que sur les suites de l'instruction du dossier de porter à connaissances de décembre 2022 (projet visant à changer une partie de la production et à mettre en place un dispositif de prétraitement biologique des effluents).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EYGUEBELLE SA
- 3, Chemin de la Méjeonne 26230 Valaurie
- Code AIOT : 0006107773
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED

La société EYGUEBELLE exploite, une entreprise de fabrication de boissons essentiellement non alcoolisées (sirops de fruits et de plantes), mais aussi de sauces et purées de fruits. Elle appartient depuis décembre 2021 au groupe Centaurée Développement/Routin. Dans ce cadre, les activités de fabrication de produits alcoolisés ont été transférées à la Distillerie des Alpes qui appartient au même groupe, sauf en ce qui concerne la melonade et les crèmes de fruits pour France Boissons.

L'établissement de production est implanté sur cette commune depuis 2007, il a fait l'objet d'une extension en 2011. En 2023, l'établissement a intégré le process de fonte du sucre et a mis en place une station de traitement des effluents.

Le site d'exploitation a une superficie de 19 240 m<sup>2</sup> avec 5 820 m<sup>2</sup> de bâtiments contenant les ateliers de production, les entrepôts de stockage de produits finis, les bureaux administratifs et une boutique.

L'entreprise emploie 58 salariés et fonctionne en 2 x 8.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- suivi des suites de la précédente visite de mars 2024 (dont suite donnée à l'arrêté de mise en demeure du 16/05/2024),
- dossier de porter à connaissance de décembre 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai
4	Bassin de rétention des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 20-V	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
5	Stockages en rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 20-I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Porter à connaissance	Code de l'environnement, articles R. 512-46-23 et R. 512-54	/	Prescriptions complémentaires	/

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 29	Avec suites, demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 30	Avec suites, demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 37	Avec suites, demande de justificatif à l'exploitant, mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Schéma des réseaux : un plan de recollement complet et synthétique a été présenté.
- Ouvrages de rejets : les résultats du rapport COFRAC ont été donnés et sont conformes (pas de présence d'hydrocarbures ou de métaux polluants).
- Respect des VLE (APMD) : Les analyses réalisées par Suez confirment que la station de traitement mise en place fonctionne parfaitement ; depuis deux mois la charge en DCO est bien inférieure à 30 kg/j, chaque semaine.
- Bassin de rétention des eaux incendie : Différentes observations ont été émises sur la solution proposée par l'exploitant, auxquelles l'exploitant doit apporter une réponse et une proposition actualisée de mise en conformité.
- Stockages en rétention : Des travaux sont en cours et leur achèvement permettra la mise en conformité.
- Dossier de porter à connaissance de décembre 2022 : l'inspection des installations classées propose que soit pris acte des modifications qui apparaissent notables, mais non substantielles au sens du code de l'environnement. Des actions correctives et justifications sont toutefois demandées pour ce qui concerne notamment les moyens en eau pour la défense incendie et la rétention des eaux d'extinction (mise en conformité non spécifiquement liée aux modifications sollicitées).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier de l'installation.

**Constats :**

Extrait du constat de la visite du 20/03/2024 :

« NC1 : Le plan des réseaux transmis le 8 avril répond partiellement à la prescription, mais doit être consolidé et clarifié pour faire apparaître clairement notamment les postes de mesures, les installations de traitement, les regards, les points de rejets milieu ou au collecteur de la collectivité... »

Constat réalisé lors de la visite du 21/06/2024 :

Un plan de recollement complet et synthétique a été présenté lors de la visite.

L'exploitant en a transmis une copie par courriel en date du 24 juin 2024, l'inspection en accuse réception.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 30

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024

**Prescription contrôlée :**

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

**Constats :**

Extrait du constat de la visite du 20/03/2024 :

« L'exploitant doit apporter des justificatifs concernant la suspicion de pollution par des hydrocarbures au point de rejet du séparateur dans le bassin d'orage et la suspicion de pollution dans le fossé à l'arrière du bâtiment (zones potentiellement polluées, analyses sur la nature de la pollution, origine, actions menées le cas échéant).

L'exploitant doit aussi apporter les justificatifs sur la bonne collecte de l'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluées vers le séparateur d'hydrocarbures (zone auvent / benne à boues). »

Constat réalisé lors de la visite du 21/06/2024 :

Les résultats du rapport COFRAC ont été donnés et sont conformes (pas de présence d'hydrocarbures ou de métaux polluants). Seule la présence de fer s'explique par la ferrite que contient le sol.

Par courriel du 30 avril 2024 l'exploitant montre, photos à l'appui, qu'un test d'écoulement avec

un colorant traceur permet de vérifier que les avaloirs au niveau des quais près de la station sont bien renvoyés vers le séparateur d'hydrocarbures. Ainsi la sortie débouchant sur le bassin d'orage concerne uniquement les eaux pluviales de toitures qui ne peuvent pas être contaminées par les hydrocarbures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Respect des VLE, Actions correctives en cas de dépassement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 37

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE, Actions correctives en cas de dépassement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 18/11/2024

**Prescription contrôlée :**

Extrait de l'article 37 de l'AM du 14/12/2023

« En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Elles concernent notamment :

- les modalités de raccordement ;
- les valeurs limites avant raccordement »

Extrait de l'article 34 de l'AM du 2/2/98

« Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas :

- MES : 600 mg/l ;
- DBO5 : 800 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;
- Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l. »

Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 16/05/2024 :

« La société EYGUEBELLE, exploitant une installation de production de sirop et boissons alcoolisées sur le territoire de la commune de Valaurie à l'adresse suivante 3 chemin de la Méjeanne, est mise en demeure, sous un délai de 6 mois, de respecter :

- les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 02/01/2020 en respectant les valeurs limites en flux de pollution (kg/j) en DCO et DBO<sub>5</sub> prévues au dossier d'enregistrement,
- les dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 en respectant les valeurs limites de pH,
- les dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 en respectant les valeurs limites en concentration de pollution (mg/l) en DCO et DBO<sub>5</sub>. »

**Constats :**

Extrait du constat de la visite du 20/03/2024 :

« **NC2** : malgré la mise en place d'une station de traitement interne, les valeurs limites de rejets ne

<p>sont pas respectées sur les données du dernier trimestre 2023 avec des dépassements largement au-delà du double des valeurs limites en flux et concentrations concernant les paramètres DBO<sub>5</sub> et DCO, et des valeurs inférieures à 5,5 concernant le pH. Il est noté que plusieurs actions ont été mises en œuvre et qu'un audit est en cours.</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites applicables au titre de son arrêté d'enregistrement sous 6 mois</p> <p>En outre l'exploitant communiquera sous 1 mois à l'inspection le plan d'action permettant la remise en conformité. »</p> <p><u>Constat réalisé lors de la visite du 21/06/2024 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate que les analyses réalisées par Suez confirment que la station de traitement mise en place fonctionne parfaitement ; depuis deux mois la charge en DCO est bien inférieure à 30 kg/j, chaque semaine. Les paramètres DBO<sub>5</sub> et DCO sont conformes.</p> <p>Par courriel du 24 juin, l'inspection accuse réception d'une copie de ces analyses.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>
---

#### N° 4 : Bassin de rétention des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 20-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention des pollutions accidentelles
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté ministériel du 14/12/2013 – Article 20-V</p> <p>« V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. »</p> <p>AP enregistrement 02/01/2020 – Article 5 – Aménagement de certaines prescriptions</p> <p>« Les dispositions de l'article 20 sont complétées par :</p> <p>Il est admis que la vanne d'obturation du bassin de confinement externe soit manuelle sous réserve qu'une procédure de mise en œuvre soit mise en place et que des exercices trimestriels consignés sur un registre soit réalisés. ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Extrait du constat de la visite du 20/03/2024 :</u></p> <p>« NC4 : la rétention des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie n'est pas assurée, notamment par la mise en place d'une vanne d'obturation manuelle associée à une procédure. Aucune procédure transitoire n'a été mise en place dans l'attente des travaux permettant d'assurer un volume de rétention conforme et de la validation par l'inspection. Il est noté que les travaux ont fait l'objet d'un devis et sont budgétés.</p>

*L'exploitant doit mettre en place une solution transitoire sous 1 mois pour assurer un confinement au moins partiel des eaux incendies avec les ouvrages actuels, dans l'attente de l'accord de l'inspection sur le volume de rétention à retenir. En outre, l'absence d'étanchéification de l'ouvrage n'est a priori pas possible, et n'a pas été identifiée comme demandée dans le cadre du dossier déposé en décembre 2022. »*

Constat réalisé lors de la visite du 21/06/2024 :

En solution transitoire, une plaque bouchant le regard de la surverse a été mise en place. Une analyse de perméabilité du sol a été transmise par courriel du 30/04/24. L'exploitant propose d'utiliser le bassin d'orage comme bassin de rétention considérant que sa perméabilité est « très médiocre ».

L'inspection des installations classées n'a pas d'objection de principe à ce que le bassin d'orage soit utilisé comme bassin de rétention, sans la mise en place d'une étanchéification complète (de type liner, etc.).

Toutefois, plusieurs observations ont été formulées lors de la visite auxquelles il convient de répondre afin de pouvoir justifier de la mise en place d'une capacité de rétention efficace.

Lors de la visite, il a été constaté que le fond du bassin restait humide (bassin recevant actuellement les eaux pluviales du site avant rejet). L'exploitant a toutefois indiqué n'avoir pas observé un niveau haut sur ce bassin (avec débordement par la surverse qui a été bouchée), ce qui traduit plutôt une capacité d'infiltration pas si médiocre (par rapport à celle annoncée dans l'étude transmise).

**Les observations de l'inspection concernant l'usage du bassin de gestion des eaux pluviales comme capacité de rétention sont les suivantes :**

- l'exploitant doit justifier qu'il dispose d'un volume suffisant pour que le bassin puisse assurer les fonctions de bassin d'orage **et** de bassin de rétention (volume de rétention = volume disponible à tout moment),
- l'exploitant doit justifier du niveau de perméabilité des parois latérales du bassin sur la hauteur prise en compte pour la détermination de sa capacité (nb : la présence d'un enrochement apparaît à ce titre plutôt défavorable à la rétention des eaux collectées),
- de nouvelles mesures de perméabilité sont également à réaliser en fond de bassin afin de justifier du niveau de perméabilité moyen retenu, considérant la nécessité de (sur)creuser le bassin actuel pour en augmenter le volume ;
- l'exploitant apporte des justifications complémentaires concernant le niveau d'homogénéité du milieu naturel au droit du bassin dans le cadre de l'utilisation de résultats de mesures ponctuelles de perméabilité ;
- le cas échéant, l'exploitant propose des actions visant à améliorer le niveau moyen de perméabilité du bassin ;
- l'exploitant doit apporter des précisions sur les moyens pouvant être mis en œuvre en cas d'incendie pour assurer une intervention dans des délais réduits pour le pompage des eaux d'extinction en vue de leur traitement éventuel (pour le volume « D9A »). L'exploitant s'engage à ce titre sur une hypothèse de temps maximal d'intervention ;
- en cohérence avec l'hypothèse de temps maximal d'intervention proposé, l'exploitant doit apporter des précisions sur la hauteur de sol susceptible d'être polluée par des eaux



d'extinction en cas d'incendie, en tenant compte du niveau de perméabilité moyen justifié en réponse aux observations ci-avant. L'exploitant doit réaliser une estimation du coût de traitement des sols pollués et s'engage à traiter les sols du bassin susceptibles d'être pollués en cas d'incendie du fait de l'absence de revêtement étanche.

**La non-conformité n°4 relevée lors de la visite du 20 mars 2024 est maintenue.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant répond sous 2 mois aux observations de l'inspection sur la solution retenue et présente sous le même délai les actions correctives envisagées pour la mise en place d'un dispositif efficace de rétention des eaux d'extinction.

Un échéancier est transmis concernant les principales étapes de réalisation du dispositif, en tenant compte des observations au point de contrôle n°6.

La mise en conformité est réalisée sous 6 mois (justificatifs à transmettre sous cette échéance).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective avec justificatifs à transmettre

**Proposition de délais :** 2 et 6 mois

#### N° 5 : Stockages en rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 20-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, prévention des pollutions

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024

**Prescription contrôlée :**

« I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

*Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.*

*Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :*

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. »

**Constats :**

Extrait du constat de la visite du 20/03/2024 :

« **NC5** : les stockages susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas tous sur rétention.

*L'exploitant doit apporter les justificatifs de réalisation de l'ensemble des travaux de mise en rétention sous 3 mois. »*

Constat réalisé lors de la visite du 21/06/2024 :

Par courriel du 30/04/2024 l'exploitant informe du début des travaux permettant la mise en rétention de ses IBC et fûts d'acide phosphorique. Lors de la visite, ces derniers ne sont pas achevés (échéance non encore atteinte fixée au 15/07/2024).

Selon les précisions apportées par l'exploitant, la finalisation des travaux est prévue d'ici environ 2 mois. Il est proposé d'accorder un délai complémentaire pour la réponse à la non-conformité n°5 de la visite d'inspection du 20/03/2024 (délai de 2 mois à compter du présent rapport).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Porter à connaissance**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, articles R. 512-46-23 et R. 512-54

**Thème(s) :** Situation administrative, Dossier de décembre 2022

**Prescription contrôlée :**

Article R. 512-46-23 du code de l'environnement (installation à enregistrement)

« II. – Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

*S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.*

*Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.*

*S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22. »*

Article R. 512-54 du code de l'environnement (installation à déclaration)

« II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration de ces modifications et précise les conditions dans lesquelles cette déclaration est transmise par voie électronique.

*S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration.*

*Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. »*

## **Constats :**

### Rappel de la situation administrative du site

Le site EYGUEBELLE de VALAURIE exploite différentes installations classées pour la protection de l'environnement, réglementées par :

- un arrêté préfectoral d'enregistrement du 2 janvier 2020 pour ce qui concerne l'installation de préparation de produits alimentaires d'origine végétale relevant de la rubrique 2220-2 (capacité de 70 t/j de produit végétal entrant, 100 t/j de produits finis) ;
- les arrêtés relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration pour ce qui concerne les rubriques 1412 (aujourd'hui 4718), 1510, 2250, 2253, 2255, 2910 et 2921.

Les installations relevant du régime de la déclaration ont globalement été déclarées entre 2003 et 2019. L'installation de combustion (2910) fonctionne au bénéfice des droits acquis (évolution de la nomenclature par décret 2018-704 du 03/08/2018).

### Modification des installations

L'exploitant a transmis, par courriel du 14 décembre 2022, conformément aux dispositions prévues par les articles R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement, un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications envisagées sur ses installations classées exploitées sur son établissement implanté sur la commune de VALAURIE.

Par courrier préfectoral du 15 décembre 2022, une attestation de dépôt a été transmise à l'exploitant.

Les modifications sollicitées concernent d'une part une évolution de l'activité de production et d'autre part une évolution des modalités de traitement des effluents.

La société réduit notamment la production et le conditionnement de boissons alcoolisées sur son site de Valaurie, entraînant un arrêt de l'activité de distillation et de vieillissement d'alcool. Une déclaration de cessation partielle d'activité a été transmise pour ce qui concerne les rubriques 4755 (stockage d'alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants) et 2250 (distillation).

Des alcools et arômes sont encore stockés sur le site (préparations à partir de mélange sans distillation ni vieillissement), mais sous le seuil de classement sous la rubrique 4755.

L'activité de conditionnement de purées et de sauces de fruits est a contrario développée, sans changement de classement sous la rubrique 2220 (relève toujours du régime de l'enregistrement sans modification du seuil).

Le projet prévoit aussi l'ajout d'une chaudière de 700 kW. À noter que la modification des installations relevant du régime de la déclaration est à régulariser, car la transmission par voie électronique est obligatoire (R. 512-54). Il pourra être fait référence au dossier transmis pour le détail des informations.

**Observation :** L'ajout d'une chaudière modifiant le seuil de classement sous la rubrique 2910, devra faire l'objet d'une déclaration de modification conformément aux dispositions prévues par l'article R.512-54 du code de l'environnement, afin notamment de mettre à jour la puissance déclarée (passage de 1,4 MW à 2,1 MW). Toute modification notable d'une installation relevant du régime de la déclaration doit plus généralement être réalisée par voie électronique.

Le dossier comporte par ailleurs une justification du non classement sous la rubrique 1510 (entrepôt), considérant qu'une partie importante des stockages n'est pas considérée comme combustible et que la partie restante représente moins de 500 t. Les justificatifs transmis n'appellent pas d'observation de l'inspection. Ce déclassement ne relève pas d'une procédure de

cessation d'activité.

Concernant le traitement des effluents industriels, le dossier présente les conditions de traitement de ces eaux par une station de prétraitement biologique mise en place sur le site, visant à tenir compte de conditions de raccordement plus sévères à la station d'épuration de la commune.

Le dossier a fait l'objet d'une instruction par l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées considère que l'exploitant a transmis les éléments suffisants pour juger des modifications sollicitées et si celles-ci étaient de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

La demande et l'analyse réalisées n'appellent pas d'observation particulière de l'inspection des installations classées.

Deux points appellent toute de même des observations concernant les moyens en eau pour la défense contre l'incendie et la rétention des eaux d'extinction. Le dossier de porter à connaissance a en effet été l'occasion d'une mise à jour des éléments justifiant du dimensionnement de ces moyens, qui se sont révélés insuffisants (non-conformité). Ces insuffisances ne sont toutefois pas directement liées aux modifications sollicitées.

Les observations concernant la rétention des eaux d'extinction sont mentionnées dans la fiche de constat n°4 qui traite spécifiquement du sujet. Les observations concernant les moyens de défense incendie sont mentionnées ci-après.

**Considérant les éléments transmis dans son dossier de porter à connaissance de décembre 2022 et l'examen réalisé, l'inspection des installations classées considère que les modifications présentées par l'exploitant ne sont pas substantielles au sens des articles R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement.**

L'inspection considère qu'il n'apparaît pas nécessaire de proposer des prescriptions complémentaires visant à renforcer les prescriptions applicables en lien avec les modifications sollicitées. Un arrêté complémentaire sera tout de même prochainement proposé afin de mettre à jour l'arrêté d'enregistrement en cohérence avec les modifications sollicitées.

**Il est proposé au préfet de prendre acte de ces modifications.**

Un projet d'arrêté préfectoral sera prochainement transmis afin de mettre à jour les articles n°4 et 5 de l'arrêté d'enregistrement, concernant la conformité au dossier d'enregistrement et les aménagements de certaines prescriptions (concernant la rétention des eaux d'extinction).

Il est à noter que les boues de la station de prétraitement font actuellement l'objet d'une valorisation en méthanisation. L'exploitant souhaite toutefois pouvoir valoriser ces boues en épandage.

L'exploitant a transmis le 11 septembre 2023 un dossier de porter à connaissance à cet effet. Ce dossier est en cours d'instruction et n'appelle pas à ce stade d'observation notable. Un projet d'arrêté sera prochainement proposé afin d'encadrer cette activité (projet d'arrêté unique traitant des deux dossiers).

Autres points abordés évoqués dans le dossier de porter à connaissance

**(1) Dimensionnement des besoins en eaux selon le guide pratique « D9 »**

Selon le dimensionnement réalisé par l'exploitant, les besoins en eau sont de 390 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures (ou 780 m<sup>3</sup>). L'exploitant ne dispose pas de ces moyens et n'a pas mis en place les

réserves initialement envisagées dans le dossier de porter à connaissance.

L'inspection des installations classées considère qu'un dimensionnement des moyens selon la D9 est justifié par la configuration de l'établissement et la présence de divers stockages (au-delà des installations de préparation relevant de la rubrique 2220) et bien que les stockages soient inférieurs aux seuils de déclarations des rubriques concernées (1510, 1532 et 4755 notamment).

Une prescription complémentaire sera proposée afin de reprendre le débit estimé selon le guide D9 et les moyens mis en place pour y répondre.

L'exploitant a apporté quelques précisions sur les hypothèses retenues pour le dimensionnement. L'inspection n'a pas d'objection majeure sur les coefficients retenus, notamment le coefficient de 1 pour les stockages au regard de leurs caractéristiques. Néanmoins, l'inspection considère que les stockages suivants doivent être considérés de manière distincte avec un coefficient adapté :

- alcools et arômes : catégorie de risque 3,
- zone de stockage spécifique des cartons : catégorie de risque 2.

La surface de ces stockages étant réduite, la conséquence sur le débit à retenir est potentiellement nulle (point à vérifier).

**Demande n°1 :** L'exploitant transmet sous 1 mois une mise à jour du dimensionnement des moyens en eau selon le guide pratique D9 en tenant compte des observations de l'inspection sur les coefficients de risque.

### **(2) Dimensionnement de la capacité de rétention selon le guide pratique « D9A »**

Le volume évalué par l'exploitant selon le guide D9A est de 924 m<sup>3</sup>. L'exploitant propose d'atteindre ce volume en décaissant le bassin d'orage actuelle d'un volume de 600 m<sup>3</sup> pour atteindre un volume de 925 m<sup>3</sup>.

L'inspection des installations classées n'a pas d'objection sur le dimensionnement réalisé, au-delà de l'éventuelle mise à jour du volume « D9 » (en réponse à la demande ci-avant).

### **(3) Plan de sobriété hydrique (PSH)**

Le site est concerné par l'arrêté du 7 avril 2023 *fixant en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans le département de la Drôme des bassins versants de la Plaine de Valence, Royan-Vercors, Bassin de la Drôme, Roubion-Jabron, Berre, Méouge.*

Le site est situé sur le bassin versant de la Berre. Lors de la visite, il n'y avait de mesure de restriction applicable.

L'attention de l'exploitant a de nouveau été attirée sur les conditions permettant une exemption aux mesures de restriction pouvant être imposées aux ICPE en fonction du niveau de sécheresse (vigilance / alerte / alerte renforcée et crise).

L'exploitant utilise de l'eau provenant du réseau AEP (absence de prélèvement directe au milieu).

Compte-tenu des consommations annoncées par l'exploitant (de l'ordre de 12 000 m<sup>3</sup>/an du fait de la mise en place de l'atelier de sucre liquide), l'exploitant n'est pas concerné par les exemptions applicables aux faibles consommateurs (moins de 7 000 m<sup>3</sup>/an prélevés sur le réseau AEP).

Une exemption est possible dans le cas où l'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques...).

Pour ce faire, l'exploitant doit élaborer un plan de sobriété hydrique (PSH), visant à pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées des mesures mises en œuvre pour répondre à ce cadre particulier (mesure existante et mesure complémentaires programmées).

L'exploitant a connaissance du dispositif et a commencé la rédaction d'un PSH. Il précise que différentes actions sont en cours pour réduire davantage les consommations en eau du site.

L'inspection indique qu'un encadrement de l'installation sera proposé afin de consolider par arrêté les dispositions prises et prévues en matière de sobriété hydrique. Dans ce cadre, l'inspection sollicite la transmission du PSH de l'établissement afin d'envisager un encadrement au premier semestre 2025.

**Demande n°2 :**

**L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées son plan de sobriété hydrique mis à jour d'ici 6 mois.**

**Le PSH est établi sur la base du modèle et des informations figurant sur le site internet de la DREAL AURA (<https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/secheresse-et-icpe-r5667.html>).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires & Demandes